

Unité départementale de l'Eure  
12 rue de Melleville  
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le  
27/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **NUFARM SA**

USINE NOTRE DAME DE LA GARENNE  
27600 GAILLON

Références :

Code AIOT : 0005800370

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 GAILLON. L'inspection a été annoncée le 18/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 GAILLON
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse,
  - la formulation,
  - et le conditionnement,
- d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511). Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires). Le BREF principal associé aux activités du site est la BREF OFC « Produits de chimie organique fine ».

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Notice de réexamen de l'étude des dangers relative aux Utilités du site
- Mesures de maîtrise des risques associées aux installations (contrôle par sondage)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Liste des MMR et MMRI	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.5.1 - deux 1ers §	/	Sans objet
3	MMRI à la chaufferie	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.3.7 - 5ème §	/	Sans objet
5	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.2.4.2 pp	/	Sans objet
6	Asservissement vanne à la température des rejets	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.7 pp	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Groupes électrogènes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.5.6 - 1er §	/	Sans objet
4	Eaux de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la notice de réexamen de l'étude de dangers des Utilités, les éléments fournis sur les installations étudiées permettent de statuer sur une situation globalement acceptable en termes de maîtrise des risques et sur le caractère proportionné de l'étude de dangers au regard des enjeux identifiés.

Les installations entrant dans le périmètre de cette étude peuvent être maintenues en exploitation dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre du 18 février 2015.

L'exploitant doit mettre à jour la liste des MMR et MMRI de son site et doit s'assurer du niveau de confiance de certaines MMRI.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Groupes électrogènes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.5.6 - 1er §
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Groupes électrogènes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.
<b>Constats :</b> Le site s'est équipé de trois groupes électrogènes de secours. Ils sont destinés à pallier l'alimentation : <ul style="list-style-type: none"><li>• de la vanne motorisée VM1 (isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement de l'extérieur),</li><li>• et des deux forages alimentant le site en eau (alimentation du process et mise en charge du réseau incendie).</li></ul>
<b>Observations :</b> Les groupes électrogènes de sécurité sont à considérer comme MMRI (Mesure de maîtrise des risques instrumentées). Pour rappel, le guide méthodologique pour la maîtrise et la gestion du vieillissement des MMRI (Mesures de Maîtrise des Risques instrumentées – DT 93) précise que les groupes électrogènes de sécurité doivent faire l'objet d'un entretien régulier et d'essais selon une périodicité minimale. L'exploitant doit s'assurer respecter cette périodicité minimale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Liste des MMR et MMRI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.5.1 - deux 1ers §
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR/MMRI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) qui visent à s'opposer à l'enchaînement d'événements indésirables conduisant aux phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites du site doivent apparaître clairement dans une liste établie, tenue à jour par l'exploitant et mise à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette liste identifie clairement les MMR participant à l'exclusion du PPRT.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection une liste des MMR/MMRI relatives à l'étude de dangers « Utilités ». La liste en question reprend toutes les MMR (prises en compte dans les nœuds papillon des scénarios retenus dans l'étude de dangers), qu'elles correspondent ou non à un phénomène ayant des effets qui sortent du site.</p> <p>Cette liste précise également si la MMR est prise en compte dans le PPRT.</p> <p>* L'inspection relève que dans la liste des MMR/MMRI relative à l'étude de dangers « Utilités » ne présente qu'une seule MMR « détecteurs de gaz » pour la chaufferie (MMR « EDU-2 »). Elle n'est pas enregistrée comme MMRI par l'exploitant.</p> <p>Or, afin d'exclure le scénario « fuite de gaz naturel dans la chaufferie pouvant conduire à une explosion » du PPRT, ce sont 2 MMRI techniques indépendantes (avec des technologies différentes) qui sont attendues. Elles sont d'ailleurs prescrites à l'article 7.3.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces 2 MMRI sont rattachées au scénario de « Fuite de gaz naturel dans la chaufferie pouvant conduire à une explosion (niveau de la canalisation d'un brûleur – fuite sur canalisation 10 % du diamètre) ».</p> <p>-&gt; L'exploitant doit mettre à jour sous un mois la liste des MMR/MMRI de son site afin qu'elle précise l'ensemble des MMR/MMRI retenues dans son étude de dangers ainsi que dans le PPRT. Dans le cas de la MMR « EDU-2 » (chaufferie), 2 MMRI doivent apparaître dans la liste, correspondant chacune à une chaîne « vanne asservie à un détecteur de gaz ».</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a relevé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'au niveau du local des chaudières, aucune étiquette n'identifiait chaque « vanne asservie à un détecteur de gaz » comme MMRI.</li> <li>- qu'au niveau de la vanne en Seine VM1, des travaux avaient eu lieu dernièrement. Restaient présents à même le sol, des tuyaux ainsi qu'une étiquette d'identification MMRI « EDG 1-4 » correspondant à la vanne de fermeture VM1.</li> </ul> <p>* L'inspection s'est penchée sur la MMR « EDU-4 » (Pressostats et électrovanne sur tuyauterie gaz) qui apparaît comme MMR pour 2 scénarios de l'étude de dangers : inflammation (différée et ou immédiate) d'un nuage de gaz suite à la rupture guillotine de la canalisation aérienne d'alimentation en gaz naturel de la chaufferie gaz ». Elles sont effectivement enregistrées comme MMR dans la tableau de suivi de l'exploitant. Par ailleurs, l'exploitant relève que l'exploitant prévoit bien un suivi de la chaîne « vanne asservie aux détecteurs ».</p> <p>* L'inspection relève que la liste des MMR/MMRI relative à l'étude de dangers « Utilités » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- comprend le groupe électrogène de la vanne VM-1 (MMR EDG-1-5-1). Ce groupe est destiné à pallier la défaillance de l'alimentation électrique de la vanne motorisée VM1 (isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement de l'extérieur).</li> <li>- ne comprend pas les groupes électrogènes des deux forages alimentant le site en eau (alimentation du process et mise en charge du réseau incendie).</li> </ul> <p>-&gt; L'exploitant doit s'assurer sous un mois que la liste des MMRI du site comprend bien tous les groupes électrogènes de sécurité du site notamment les 2 groupes électrogènes alimentant les forages du site. Pour rappel, ces groupes prennent le relais en cas de défaillance de l'alimentation électrique.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit s'assurer que toutes les MMRI du site sont étiquetées correctement (étiquette rouge).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : MMRI à la chaufferie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.3.7 - 5ème §
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMRI à la chaufferie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En vue d'exclure du PPRT une petite fuite de gaz au sein de la chaufferie, l'arbre des causes et conséquences doit disposer de deux MMR techniques permettant d'aboutir à un phénomène dangereux de probabilité E lorsque l'on enlève la MMR de niveau de confiance le plus élevé. A cet effet, l'exploitant met en place deux mesures de maîtrise des risques (MMR) visant à couper l'alimentation en gaz et à couper l'électricité sur détection de gaz à l'intérieur de la chaufferie.</p> <p>La première MMR est activée sur détection de gaz au seuil de 30% de la limite inférieure d'explosivité.</p> <p>La seconde MMR est activée sur détection de gaz au seuil de 50 % de la limite inférieure d'explosivité. La transmission et l'asservissement des actionneurs doivent être de technologie différente pour les deux systèmes instrumentés de sécurité. Les vannes d'isolement doivent être indépendantes pour chaque MMR. Chacune des MMR doit avoir un niveau de confiance de 1 au minimum.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La chaufferie est composée de 2 chaudières alimentées en gaz naturel par le réseau public de distribution.</p> <p>L'inspection a pu constater au cours de la visite que la détection gaz était bien redondé dans le bâtiment chaufferie : pour chaque chaudière, il y a un détecteur au-dessus de chacun de brûleurs et un dessus de chaque chaudière. Ces détecteurs sont doublés avec des détecteurs de conceptions différentes. On trouve donc des détecteurs de fabrications distinctes : OLDHAM et DISFATEL.</p> <p>Chacun des 2 ensembles de détection est relié à un système de traitement de l'information distinct également.</p> <p>Les deux vannes automatiques en série installées sur la canalisation d'alimentation en gaz naturel sont asservies aux 2 systèmes de détection.</p> <p>La gestion de la chaufferie est en sous-traitance chez DALKIA qui organise les contrôles : l'inspection a consulté le rapport TELEDYNE d'août 2022 qui portait sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la vérification de l'installation OLDHAM avec étalonnage des capteurs au gaz étalon,</li> <li>- test de bon fonctionnement de l'installation Distalarm (centrale) au gaz étalon,</li> <li>- essai des asservissements d'alarme des 2 installations.</li> </ul> <p>Il ressort que 2 seuils ont été mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 20% de la limite inférieure d'explosivité (pour 30% attendus),</li> <li>- 40% de la limite inférieure d'explosivité (pour 50% attendus).</li> </ul> <p>Le niveau de confiance requis pour chaque MMR doit être a minimum de 1, selon les exigences de l'article 7.3.7 de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Or, l'exploitant n'a été en mesure de justifier le niveau SIL 1 de chaque chaîne complète « vanne asservie à un détecteur de gaz » .</p> <p>-&gt; L'exploitant transmettra sous 3 mois une étude SIL (Safety Integrity Level) pour chaque MMRI « vanne asservie à un détecteur de gaz » (chaufferie) afin de confirmer le niveau de confiance 1, tel que prescrit à l'article 7.3.7 de l'arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Eaux de refroidissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pompe à débit variable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une pompe à débit variable sur le puits d'alimentation de l'atelier C00 afin de prélever l'eau proportionnellement à l'activité de l'atelier sous 30 mois à compter de la notification du présent arrêté
<b>Constats :</b> L'inspection relève que puits d'alimentation de l'atelier C00 correspond au puits n°2. Ce puits alimente le réseau d'eau industrielle et permet le également maintien en pression du réseau de lutte contre l'incendie. Depuis septembre 2018, une pompe à débit variable a effectivement été installée sur le puits n°2. La consommation d'eau est principalement liée au condenseur d'eau, au refroidissement double enveloppe, à l'eau de process (peu) ainsi qu'à l'eau de la chaufferie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.2.4.2 pp
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur (vanne V1). Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Il est asservi à un contrôle en permanence du pH, de la concentration en COT et un contrôle UV.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le point de rejets P13 du site accueille, ceci avant sortie dans le milieu naturel, les effluents sortant de la station de traitement des eaux usées (STEP) ainsi que les eaux pluviales.</p> <p>Une mesure en continu du pH, de la COT et de la charge organique (via sonde UV) est réalisée, tel que prescrit à l'article 4.2.4.2 e l'arrêté préfectoral d'autorisation. En cas de dépassement du seuil défini par l'exploitant, les eaux sont réorientées vers le bassin de confinement via l'enclenchement de la vanne de sortie en Seine (VM1).</p> <p>Une étude de fiabilité du système de mise en rétention des rejets en Seine du site a été réalisée en 2019 (étude SIL, ECTARIS). Cette étude a été complétée en 2018 par une évaluation de l'acceptabilité du risque de pollution (étude RAMBOLL). Il y est précisé les valeurs seuils :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <math>6,5 \leq \text{pH} \leq 8,5</math></li> <li>- <math>\text{COT} &lt; 60 \text{ mg/m}^3</math> (cette valeur correspondant à <math>240 \text{ mg/m}^3</math>)</li> <li>- Concernant la charge organique (UV), il est indiqué que la plage de la sonde UV est <math>0,1 \text{ m-1}</math> à <math>600 \text{ m-1}</math>. La plage correspond à la valeur de 0 à 800 NFU, soit de <math>0,1 \text{ g/l}</math> à <math>10 \text{ g/l}</math> en MES.</li> </ul> <p>L'exploitant a choisi la valeur de <math>480 \text{ m-1}</math>, sans que ce choix n'ait été justifié par l'exploitant.</p> <p>Concernant la mesure du COT, l'inspection a consulté la fiche MMRI « EDG 1-1 - COTmètre » : elle précise que la vanne VM1 se ferme après dépassement du seuil de sécurité <math>&gt; 60 \text{ mg/l}</math>.</p> <p>L'inspection a consulté le rapport HACH du 5 juillet 2022 concernant la maintenance prévention du COTmètre.</p> <p>Sauf erreur, le rapport ne justifie pas que pour un effluent ayant une valeur de la COT <math>&gt; 60 \text{ mg/l}</math> la vanne VM1 s'enclenche (<math>\rightarrow</math> asservissement non testé).</p> <p>Concernant la sonde pH, l'inspection a consulté la fiche MMRI « EDG 1-2 - Sonde pH » : elle précise bien l'utilisation d'une source étalon de 8,5 pour le seuil haut mais préconise l'utilisation d'une source étalon de 4 pour le seuil bas.</p> <p>Sauf erreur d'interprétation, cette méthode ne permet pas de s'assurer que la vanne VM1 se ferme entre les pH 4 et 6,5. Pour rappel, la vanne doit se fermer en dessous de 6,5 et au dessus de 8,5.</p> <p>L'inspection relève également que les tests d'asservissement indiqués dans la fiche MMRI « EDG 1-2 - Sonde pH » ne sont pas tracés.</p> <p>Concernant la sonde UV, l'inspection a consulté la fiche MMRI « EDG 1-3 - Sonde UV » : elle précise que la vanne VM1 se ferme après dépassement du seuil de sécurité <math>&gt; 480 \text{ m-1}</math>.</p> <p>L'inspection a consulté le rapport HACH du 10 juin 2022 concernant la maintenance et la vérification de la sonde UV.</p> <p>Ce rapport ne justifie pas que pour un effluent ayant une valeur des UV <math>&gt; 480 \text{ m-1}</math>, la vanne VM1 s'enclenche (<math>\rightarrow</math> asservissement non testé)</p> <p>L'inspection relève que des vérifications internes et des maintenances externes sont réalisées. L'ensemble est intégré dans « Gaillon Actions » (logiciel interne de suivi de la maintenance).</p> <p><math>\rightarrow</math> L'exploitant doit justifier sous un mois que la vanne de sortie en Seine (VM1) est effectivement asservie aux valeurs suivantes : <math>6,5 \leq \text{pH} \leq 8,5</math> ; <math>\text{COT} &lt; 60 \text{ mg/m}^3</math> ; <math>\text{UV} &lt; 480 \text{ m-1}</math>.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant doit justifier la valeur seuil choisi pour la mesure UV en point P13. Le cas échéant, une nouvelle valeur seuil pourra être proposée par l'exploitant si elle est justifiée.</p> <p>L'exploitant doit décrire de façon détaillée l'ensemble des vérifications, contrôles et maintenances à réaliser sur les équipements et fonctionnalités critiques de son site (dont asservissements). Un simple enregistrement dans son logiciel interne « Gaillon Actions » est insuffisant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Asservissement vanne à la température des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.7 pp
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Asservissement vanne à la température des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant rejet, et sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Température : &lt; 28°C [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'asservissement de la vanne en Seine (vanne VM1) étant en cours de finalisation. Pour rappel, il convient de s'assurer que la température reste < 28°C.  -> L'exploitant doit s'assurer sous un mois que la température de ses rejets en Seine soit inférieure à 28°C. A cette fin, la vanne VM1 doit être asservie à une température haute de 28°C. A justifier auprès de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet